

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
17 rue des Plaines des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le **11 6 MAI 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOPREMA SAS (ex. TOPOX)**

ZA Eurologistics  
ZAC 2 du Gâtinais en Bourgogne  
89150 SAVIGNY SUR CLAIRIS

Références : **2 2 0 3 7 5**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement SOPREMA SAS (ex. TOPOX), implanté ZA Eurologistics - ZAC 2 du Gâtinais en Bourgogne - 89150 SAVIGNY SUR CLAIRIS. L'inspection a été annoncée le 08/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPREMA SAS (ex. TOPOX)
- ZA Eurologistics - ZAC 2 du Gâtinais en Bourgogne - 89150 SAVIGNY SUR CLAIRIS
- Code AIOT dans GUN : 0005403275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est une usine de fabrication d'isolants en polystyrène extrudé (XPS).

Le polystyrène extrudé fait partie de la famille des isolants en mousse de plastiques alvéolaires. Les panneaux d'isolation fabriqués sur le site sont constitués de mousse à cellules fermées, qui leur confèrent d'excellentes performances thermiques et mécaniques.

Le site fabrique des panneaux en polystyrène moussé extrudé à partir de matières premières neuves ou recyclées. La matière première principale qui entre dans la fabrication du produit est le polystyrène sous forme de granulés issus :

- de la chimie du pétrole,
- du recyclage externe,

- ou du recyclage interne.

Sont ajoutés des additifs tel que des colorants ou des retardateurs de flamme.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Inspection réalisée dans le cadre de l'action nationale 100 m Seveso, en lien avec le site Seveso Bas FM RETAIL SENS de Savigny sur Clairis.

Le contrôle porte tout particulièrement sur la nature et les quantités de matières ou déchets combustibles et/ou dangereux détenus et plus globalement sur les mesures en œuvre en matière de prévention des risques industriels.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle          | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|-----------------------------------|---|--|---|
| MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.2.6 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| SYSTÈMES DE DÉTECTION INCENDIE    | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.3.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| CONFINEMENT                       | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.4.2 | /  | Lettre de suite préfectorale  |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle              | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------------|---|--|-------------------|
| ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS      | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 5.1.3 | /  | Sans objet        |
| LOCALISATION DES RISQUES              | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.1.1 | /  | Sans objet        |
| ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.1.2 | /  | Sans objet        |
| DÉSENFUMAGE                           | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.2.5 | /  | Sans objet        |
| ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION   | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.2.7 | /  | Sans objet        |
| CONSIGNES D'EXPLOITATION              | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.5.5 | /  | Sans objet        |
| MODALITÉS DE STOCKAGES                | Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 8.1.2 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant :

- d'établir un plan des locaux disposant de la localisation des zones à risques,
- de passer sa fréquence de contrôle de la détection incendie qui est annuelle actuellement à une fréquence semestrielle,
- d'établir une consigne concernant le bassin des eaux incendie et de disposer au niveau du bassin des moyens pour fermer manuellement, en cas de besoin, les vannes électriques nécessaires au fonctionnement de ce bassin.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 5.1.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.<br>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. |
| <b>Constats :</b> Vus le jour de l'inspection : DIB, plastiques et cartons stockés dans des bennes (une par produits) + eaux glycolées dans IBC + eaux acides dans IBC sur rétention ; stockés au sud-est du bâtiment de production.<br>Huiles usagées et chiffons souillés, en quantité réduite, stockés au nord-ouest du bâtiment de production.   |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### Nom du point de contrôle : LOCALISATION DES RISQUES

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques technologiques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.<br>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.<br>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. |
| <b>Constats :</b> Conforme.   |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle : ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 71.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques technologiques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.<br>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. |
| <b>Constats :</b> FDS disponibles.<br>Registre informatique des produits, par GPAO (gestion de production assistée par ordinateur), présenté en inspection.<br>Le registre est disponible à tout moment, sur téléphone portable ou ordinateur, aux domiciles ou aux autres sites SOPREMA.   |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle : DÉSENFUMAGE

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.2.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques technologiques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le bâtiment de fabrication est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.<br>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.<br>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m <sup>2</sup> est prévue pour 250 m <sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.<br>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.<br>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. |
| <b>Constats :</b> Dispositif commandé par détection incendie.<br>L'exploitant indique que les DENFC ne sont jamais ouverts en exploitation normale.   |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



## Nom du point de contrôle : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.2.6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques technologiques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.<br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1,</li> <li>- deux poteaux incendie situé à moins de 150 mètres du site pouvant délivrer un débit de 104 m<sup>3</sup>/h et 120 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>- une réserve fixe (interne ou bassin) de 200 m<sup>3</sup>,</li> <li>- des extincteurs adaptés aux risques, maintenus en état de fonctionnement, répartis à l'intérieur des bâtiments et à proximité des dégagements,</li> <li>- un réseau de RIA (Robinetts d'Incendie Armés) disposé de sorte que chaque point du bâtiment soit atteint par 2 lances.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b> La bache incendie du site est de 300 m <sup>3</sup> (pour 200 m <sup>3</sup> requis).<br><br>Le site dispose d'un plan des locaux sans précision sur les zones à risques.<br><b>Un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local devra être mis en place par l'exploitant, sous 1 mois.</b><br>Il est préconisé que ce plan soit amovible, pour optimiser sa gestion opérationnelle par le SDIS.  |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

## Nom du point de contrôle : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.2.7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques technologiques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b> Derniers contrôles des extincteurs et des RIA en mars 2022, rapports non encore communiqués, consultation des rapports de mars 2021.<br>Sans observation sur l'ensemble.<br><br>Test réalisé du RIA disposé dans l'atelier maintenance.  |
| <b>Observations :</b> /  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : SYSTÈMES DE DÉTECTION INCENDIE**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.3.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'ensemble du bâtiment de fabrication dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs, il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.<br>Le système de détection automatique d'incendie est couplé à la télésurveillance du site.  |
| <b>Constats :</b> Concernant la disposition « le système de détection automatique d'incendie est couplé à la télésurveillance du site », l'exploitant précise que cette disposition n'est pas nécessaire car le site est en fonctionnement continu et qu'une alarme sonore se met en route dans tous les bâtiments quel que soit le lieu de déclenchement de la détection incendie.<br><br>La fréquence de vérification de la détection incendie est actuellement annuelle.<br><b>L'exploitant devra respecter la fréquence semestrielle imposée pour ces vérifications.</b><br>Il a indiqué en réunion sa volonté de mandater son organisme de contrôle (Ste Chubb) pour que cette fréquence soit respectée en 2022. |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

## Nom du point de contrôle : CONFINEMENT

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.4.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention de pollutions accidentelles  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, doivent être confinées sur site avant rejet éventuel dans le milieu naturel.<br>Le volume nécessaire doit également tenir compte du volume d'eau lié aux intempéries.<br>À cet effet, le dispositif de confinement des installations est composé :<br>— d'une vanne d'obturation placée en sortie du bassin de rétention avant le rejet dans le bassin de la ZAC,<br>— du volume disponible dans les canalisations : 100 m <sup>3</sup> ,<br>— du volume du bassin de rétention : 800 m <sup>3</sup> .<br>L'étanchéité de ces dispositifs doit être assurée et régulièrement contrôlée. Une consigne doit prévoir la fermeture systématique de ces dispositifs en cas d'incendie ou d'incident susceptible d'entraîner une pollution des eaux.<br>Le volume de confinement ainsi constitué s'établit à 900 m <sup>3</sup> <i>a minima</i> .<br>L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté. |
| <b>Constats :</b> La mise en service du bassin incendie (vide en situation normale) est réalisée automatiquement au déclenchement de la détection incendie.<br>Cette mise en œuvre est aussi possible en manuel, par la commande des 2 vannes à commande électrique assurant la mise en œuvre du bassin.<br>Le fonctionnement des 2 vannes est vérifié tous les 6 mois par le service maintenance du site.<br><br>Le site ne dispose pas d'une consigne sur la rétention des eaux incendie.<br>Les moyens de manœuvre manuels des 2 vannes ne sont pas disponibles au niveau de ces vannes.   |
| <b>L'exploitant devra, sous 1 mois :</b><br>- établir une consigne concernant la mise en œuvre (contrôle de l'état des vannes attendu, passage en manuel en cas de besoin ... ) et les actions à réaliser au niveau des commandes pour disposer manuellement le bassin dans la configuration attendue,<br>- mettre à disposition au niveau des vannes un moyen permettant leurs fermetures en cas de coupure de l'alimentation électrique.  |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |



### Nom du point de contrôle : CONSIGNES D'EXPLOITATION

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 7.5.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.<br>[...]<br>Ces consignes indiquent notamment :<br>— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,<br>— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,<br>— l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation,<br>— les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,<br>[...] |
| <b>Constats :</b> Déclarées conformes par l'exploitant.<br>Dans le règlement intérieur du site.   |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle : MODALITÉS DE STOCKAGES

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2014, article 8.1.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le stockage des produits finis est organisé en îlots<br>[...]<br>Les distances minimales d'éloignement retenues pour les stockages de produits finis sont les suivantes :<br>— entre îlots : 10 m<br>— entre îlots et limites de propriété : 15 m<br>[...]<br>Des marquages au sol délimitent les emplacements des flots de stockage et garantissent leur éloignement par rapport aux autres installations et aux limites de propriété.<br>[...] |
| <b>Constats :</b> Pas d'observation sur les zones vues durant l'inspection.   |
| <b>Observations :</b> /   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

